

Les jeunes et la politique

« Comment (re)donner envie aux jeunes de s'intéresser et d'aller vers la politique et ses institutions ? ».

Sommaire

<i>1. Présentation du projet.....</i>	<i>3</i>
<i>2. Consultation auprès des 16-25 ans du territoire</i>	<i>4</i>
<i>3. Consultation auprès des collectivités du territoire</i>	<i>8</i>
<i>4. Regards croisés & pistes d'actions</i>	<i>12</i>
<i>5. Conclusion</i>	<i>15</i>

1. Présentation du projet

Le Conseil de Développement a choisi de travailler sur la thématique du lien entre les jeunes et les institutions politiques, suite à des constats émis par les jeunes du collectif LA KARAF¹ : Flou sur les institutions politiques, difficultés d'informations, désintéressement... A travers ces constats, les jeunes cherchent à améliorer leurs liens avec les politiques.

Soucieux d'enrayer cette situation, le Conseil de Développement se donne pour mission d'accompagner les jeunes vers un nouvel intérêt pour la politique et ses institutions. Alors, « **Comment (re)donner envie aux jeunes de s'intéresser et d'aller vers la politique et ses institutions ?** ».

Pour répondre à cette problématique, le Conseil de Développement souhaite proposer aux collectivités des démarches collectives et des expérimentations d'actions permettant de mieux prendre en considération les attentes des jeunes du territoire. Ainsi, le Conseil de Développement s'accorde sur la réalisation d'un état des lieux de la situation en Centre Bretagne avec la réalisation de deux consultations qui croiseront les attentes et les besoins des jeunes et des collectivités. A terme, le projet mené par le Conseil de Développement contribuera à renforcer l'élaboration de la politique jeunesse du territoire.

Les phases du projet :

	Période	Objectifs
Elaboration du projet	Début 2014	Cadrage du sujet, définition de la méthodologie de travail, mobilisation des acteurs et partenaires
Enquête auprès des jeunes	Avril-mai 2014	Recueil de données qualitatives et quantitatives sur la relation qu'entretiennent les jeunes avec la politique
Enquête auprès des élus	Septembre - décembre 2015	Recueil d'initiatives, d'attentes et propositions d'actions
Expérimentation d'actions	2016	Propositions de démarches collectives et accompagnement dans leur démarrage



Les analyses qui suivent sont enrichies de lectures : articles de presse, rapports, recherches sur la politique et les jeunes.

¹ LA KARAF : LA Kulture Active Rurale à Foison

2. Consultation auprès des 16-25 ans du territoire

Avant la mise en œuvre d'actions concrètes, le Conseil de développement a souhaité faire l'état des lieux du rapport qu'entretiennent les jeunes avec la politique locale : connaissance, intérêt, implication et attentes.

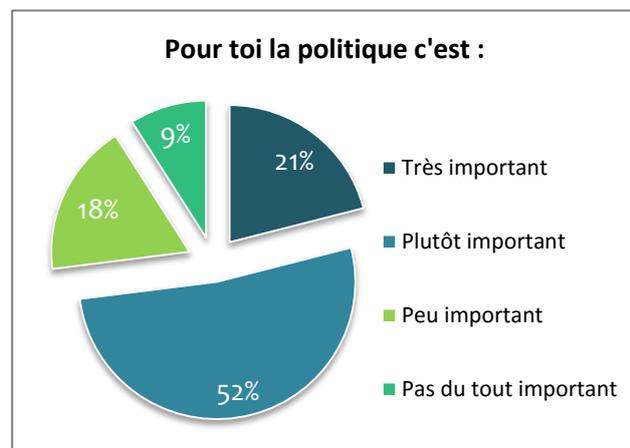
Pour cela, **une consultation auprès des 16-25 ans** a été ouverte entre le 15 avril et le 31 mai 2014. Les jeunes ont été interrogés à plusieurs occasions : au forum de l'emploi à Merdrignac, à l'Adobus à Plémet, à l'antenne de la Mission locale de Loudéac et à la Maison Familiale Rurale (classe de 1ère Service aux personnes et au territoire). De plus, le questionnaire a été mis en ligne et diffusé auprès des réseaux des professionnels de la jeunesse, des associations de jeunes du Pays, ...

NB : un seul et même questionnaire a été utilisé. Il était anonyme.

Le questionnaire a été administré auprès de 107 jeunes, avec une représentation plus forte des jeunes femmes (62%). Parmi ces jeunes, 24% ont 16-17 ans et 76% ont entre 18 et 25 ans. La majorité des jeunes interrogés sont en étude (63%). 70% habitent la CIDERAL², 12% la Communauté de communes Hardouinai Mené et 18% la Communauté de communes du Mené.

2.1 Intérêt pour la politique locale

Pour 73% des jeunes interrogés, la politique c'est « important » voire « très important ». 9% disent que la politique n'est pas du tout importante. Pour ces derniers, la politique n'a pas d'intérêt et ne les concerne pas. Le monde politique se présente comme quelque chose qui les dépasse : langage technique, décisions prises sans eux et à l'échelle supranationale, décisions qui paraissent éloignées des préoccupations quotidiennes des jeunes, ... *En témoigne ce jeune : « les politiques vivent dans un autre monde ».*



Les jeunes parlent de politique avec leur famille (35%), leur amis (24%), à l'école (21%), au travail (12%). 8% ne parlent jamais de politique.

La cellule familiale est le 1er lieu où l'on parle politique. La famille garde une influence politique prégnante.

La moitié des jeunes interrogés se sentent concernés par la vie politique locale. Cette même moitié se sent bien informée. Après la télévision,

²CIDERAL: Communauté Intercommunale pour le Développement de la Région et des Agglomérations de Loudéac

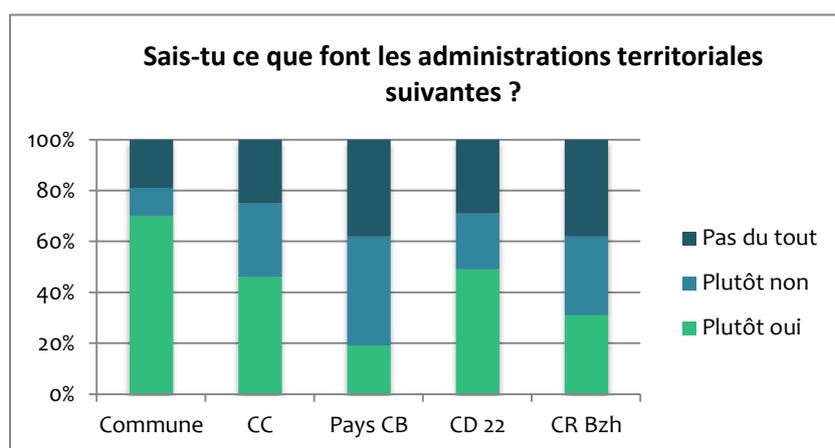
la presse écrite est le support d'informations le plus consulté. Les réseaux sociaux sont aussi regardés tout comme les bulletins communaux/communautaires et la presse internet.

Selon une étude de l'AUDIREP³ (2013) sur les jeunes et l'engagement politique, 79% des jeunes interrogés suivent l'actualité de la vie politique en France au moins une fois par semaine.

Anne MUXEL, chercheuse et spécialiste des questions politiques chez les jeunes explique que les jeunes sont « plus informés, ils sont plus critiques et exigeants que leurs aînés à l'égard des politiques ». Elle précise que « les jeunes rencontrent la politique dans un contexte assez différent de celui de leurs parents, car le système de repérage, les grands clivages idéologiques, sont désormais en partie brouillés (oppositions gauche-droite ou socialisme-libéralisme économique sont moins évidentes) ». De même, la mondialisation modifie la perception de l'utilité de l'action collective dans le cadre purement national. La question sociale du chômage et des exclusions n'a par ailleurs jamais été aussi présente dans la formation des enjeux politiques. Le cadre familial reste toutefois un fort déterminant de la connaissance et de l'intérêt des jeunes à la chose politique.

2.2 Connaissance sur les administrations territoriales

Nombreux jeunes interrogés ne savent pas ce que sont les collectivités territoriales, c'est d'autant plus le cas lorsque leur projet professionnel est d'intégrer le secteur privé. Aussi, la connaissance des administrations territoriales est variable selon les échelons ciblés. La commune et le Maire ont un rôle particulièrement reconnu : 70% des interrogés déclarent connaître plutôt bien ce que fait le conseil municipal. Si tous ne sont pas unanimes sur le rôle joué par le maire auprès de ses administrés, des lycéens de Fulgence-Bienvenue (interrogés par Ouest-France avant les élections municipales) reconnaissent qu'il est essentiel. *Pour Maël, « il représente la ville et on peut le rencontrer facilement contrairement à un député ou un sénateur. Car c'est aussi l'élu de la République le plus près de nous. Il comprend mieux ce dont les gens ont besoin. » « Il s'occupe de la ville, la défend et la valorise » ajoute Chloé.*



46% connaissent plutôt bien le rôle de la communauté de communes, 49% le Conseil Départemental des Côtes d'Armor, 31% le Conseil Régional et seulement 19% le Pays du Centre Bretagne.

La liste des attributions du pouvoir local oscille entre une minimisation « *ils s'occupent des poubelles et*

des crottes de chien » affirme un jeune et une surestimation « *le maire, s'il voulait il pourrait sûrement loger tout le monde* » exprime un second jeune. Par ailleurs, le pouvoir local est perçu comme **plus administratif que politique**.

³ AUDIREP : Institut d'études marketing multi-spécialiste

2.3 Engagement citoyen

Aujourd'hui, hormis le vote les jeunes **s'investissent avant tout dans des formes d'engagement politique non institutionnalisées** (signatures de pétition, participation à des manifestations), plus que dans le cadre d'une organisation, d'un parti ou d'un syndicat. Cela se vérifie sur le Centre Bretagne.

Actions réalisées au cours des 2 dernières années (classées par ordre d'importance)	Nombre de réponses/107
Voter aux élections municipales	64
Contacteur, discuter avec un élu	41
Signer une pétition	25
Participer à un projet de ta commune ou communauté de communes	21
Assister à une réunion publique	18
Manifester	16
Faire grève	13
Utiliser les réseaux sociaux pour relayer une campagne militante	8
Assister à un conseil municipal ou communautaire	7
S'investir dans un parti	1
S'investir dans un syndicat	1

64 jeunes interrogés (dont 79% des 18-25 ans) sont allés voter au cours des deux dernières années.

« En France, le vote des jeunes ne se démarque guère de celui de leurs aînés. Il n'est plus traversé ni par le désir de changer radicalement la société ni par des visées anticonformistes. Ce vote porte la marque des effets de l'alternance ». Explique Anne MUXEL

41 jeunes interrogés (soit 19%) déclarent avoir discuté au moins une fois avec un élu. Sur les 12 élèves de la classe de 1ère « Service aux personnes et au territoire », la moitié dit que le Maire de leur commune est relativement disponible pour répondre à leurs questions tout en sachant qu'il a « beaucoup de choses à gérer ». A noter qu'aucun élève ne se voit conseiller municipal (ni le temps, ni l'envie).

Si l'on observe en France un déclin du modèle du militantisme affilié, **les jeunes ne sont pas moins engagés qu'autrefois : ils le sont autrement.** Leur engagement est plus individualisé, plus distancié. Ils s'orientent vers des actions plus ponctuelles et ciblées. Ils s'engagent avec plus de pragmatisme et veulent un résultat visible et immédiat. Les jeunes peuvent être des acteurs de premier rang de la mobilisation collective.

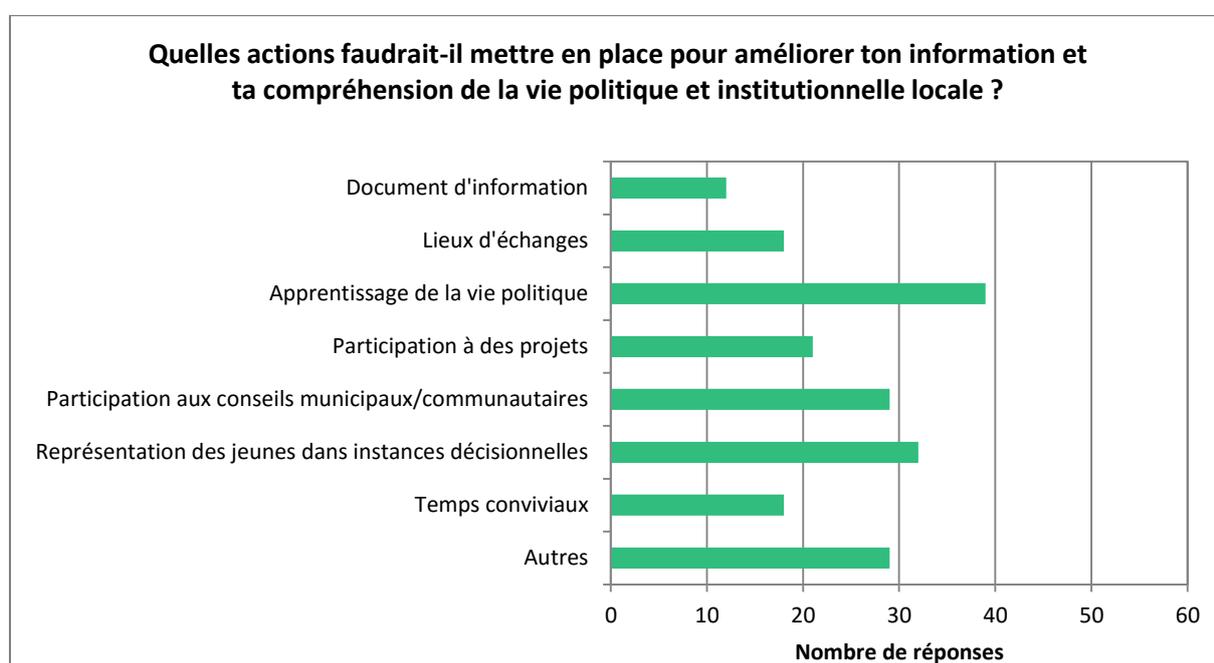
2.4 Attentes des 16-25 ans

39 jeunes aimeraient être **mieux représentés**, que des sièges leur soient éventuellement réservés dans les instances décisionnelles. Certains proposent de **développer des conseils municipaux de jeunes** (à l'instar des conseils municipaux d'enfants). D'autres proposent la création de documents supports pour une meilleure compréhension des institutions, mais plus nombreux sont ceux qui souhaiteraient **un apprentissage ou une sensibilisation à la chose publique et politique à l'école** (au primaire, collège et/ou lycée).

Quelques jeunes indiquent que les informations sur la politique locale devraient davantage être relayées sur les réseaux sociaux et sur internet. **De nouveaux supports de communication** pourraient aussi voir le jour (exemple : une radio locale).

36% aimeraient **développer leurs relations avec les élus locaux**, 64% se déclarent non intéressés. 18 jeunes aimeraient que **les lieux d'échanges soient plus nombreux**, certains parlent de **lieux plus « attractifs »** comme les bars.

Quelques jeunes se disent prêts à **donner leur avis ou faire des propositions aux élus** et même à répondre à des sollicitations des élus **mais pas à s'impliquer sur le moyen/long terme**. Les jeunes souhaiteraient plus de « moments privilégiés avec le Maire (remise de carte électorale, vœux du Maire, passage du primaire au collège/du collège au lycée...) ». **Globalement, peu de jeunes seraient volontaires pour participer activement à la politique locale.**



Selon l'enquête de l'AUDIREP, la 1ère proposition des jeunes interrogés pour renouveler la démocratie est **d'agir davantage au sein des associations** (plus de 8 jeunes sur 10). La 2ème proposition est de **participer plus directement à la démocratie** : plus de 8 jeunes sur 10 aspirent à la création de lieux de participation et de dialogue dans leur ville sous la forme de conseils d'enfants ou de jeunes. De plus, la très grande majorité des jeunes souhaitent qu'il y ait plus d'espaces d'explication sur la vie politique à l'école. La 3ème proposition concerne **la prise en compte de leur voix** : ils demandent la simplification des démarches administratives pour voter, une reconnaissance du vote blanc, une limitation dans le temps des mandats ou la réservation de sièges d'élus aux catégories les moins représentées (femmes, jeunes, minorités visibles).

3. Consultation auprès des collectivités du territoire

Suite à cette première consultation auprès des 16-25 ans, le Conseil de Développement a souhaité s'intéresser aux collectivités locales. Pour cela, une consultation a été lancée auprès des 49 communes du Centre Bretagne.

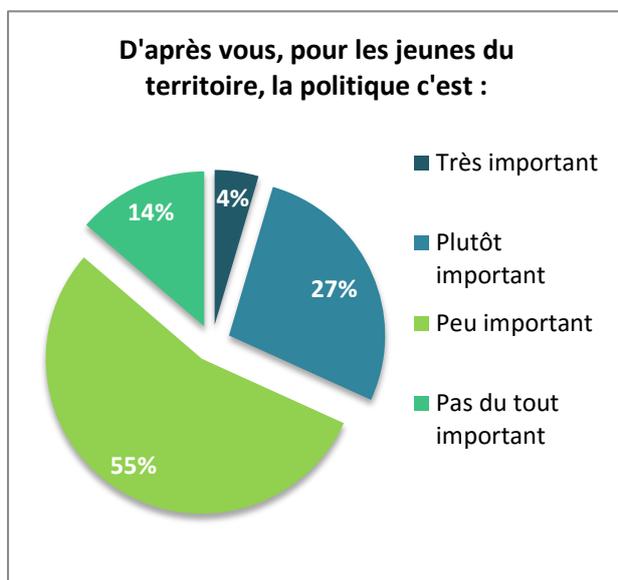
Au premier semestre 2015, le Conseil de Développement rédige un questionnaire à destination des collectivités construit sur le même modèle que celui destiné aux jeunes.

Pour porter l'action et diffuser le questionnaire auprès des communes, les membres du Conseil de Développement sont intervenus dans les commissions jeunesse des EPCI (CCHM, CCM et CIDERAL). En complément, le questionnaire a été diffusé à l'ensemble des communes par voie électronique via un questionnaire en ligne.

Le Conseil de Développement a rencontré une réelle difficulté, celle de mobiliser les élus ! Après une relance électronique puis téléphonique, le nombre de retours s'élève à **22 communes sur 49**.

64% des communes interrogées sont situées sur le territoire de la CIDERAL, 32% sur la CCM et une seule sur la CCHM. Les acteurs sondés sont des élus, des conseillers et des coordinateurs jeunesse âgés de 35 à 65 ans (80%).

3.1 Intérêt pour la politique locale



Pour **69%** des collectivités interrogées, la politique c'est « peu important » voire « pas du tout important » chez les jeunes du Centre Bretagne. « *Les jeunes expriment du désintérêt pour la politique et ses institutions* » précise un représentant local. Ces mêmes collectivités pensent également que les jeunes se sentent **peu concernés par la politique locale (67%)**. « *A 18 ans, leur conscience citoyenne est encore assez peu développée* » déclare un second acteur.

Seulement 4% des acteurs interrogés pensent que la politique est très importante pour les jeunes.

D'après le récent rapport de l'ANACEJ⁴, les jeunes expriment du désintérêt pour la politique. Mais ce qui domine, c'est un sentiment de frustration, c'est-à-dire qu'ils ont un vrai **désir de participation, assorti d'une forte déception, car l'offre politique est en décalage avec leurs attentes**.

⁴ ANACEJ : Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes

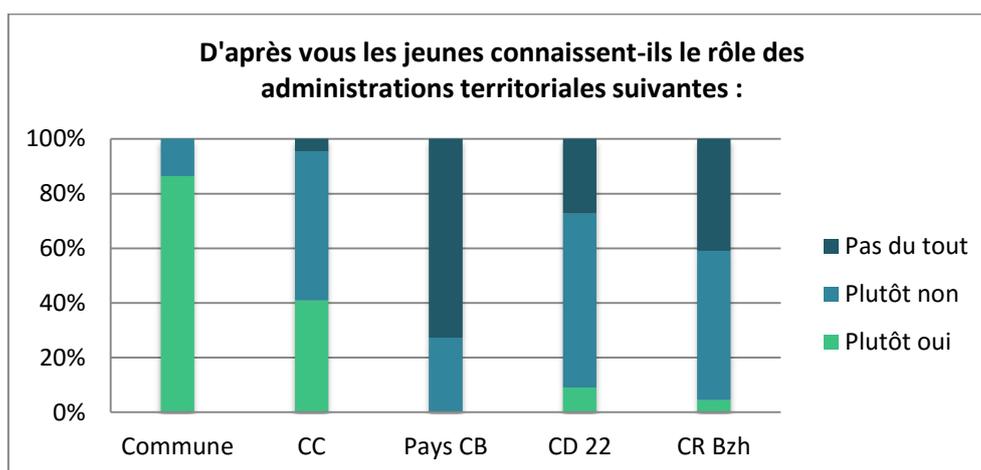
Selon les collectivités, les jeunes parlent politique principalement dans **les cellules familiale (39%) et amicale (33%)**. « *Les jeunes disent souvent qu'ils vont voter comme leurs parents* » en témoigne un représentant local.

Les jeunes parlent de politique avec **leur famille (39%)**, leur amis (33%), à l'école (25%), au travail (3%).
Aucun jeunes ne parlent jamais de politique.

76% des institutions politiques interrogées pensent que les jeunes sont **mal informés** sur la politique locale. Toutefois, elles précisent que **les réseaux sociaux (86%) et la télévision (50%)** apparaissent comme les moyens de communication les plus suivis par les jeunes du territoire. La presse internet (36%), les bulletins municipaux (36%) et la presse écrite (31%) sont également des sources d'informations consultées par les jeunes. Les élus soutiennent que les jeunes **ne sont pas nombreux à s'informer régulièrement sur les décisions politiques locales**.

3.2 Connaissance sur les administrations territoriales

Sur les 22 communes interrogées, la majorité pensent que **les jeunes ne connaissent pas le rôle des collectivités territoriales**.



Néanmoins, des disparités apparaissent selon les différents échelons territoriaux :

- 85% des institutions interrogées pensent que **les jeunes connaissent bien le rôle de la commune**. Il s'agit d'une administration dite de proximité où les jeunes côtoient personnellement le maire et/ou les membres du conseil municipal. Les différentes missions de la commune leurs sont familières.
- Plus de la moitié des acteurs interrogés pensent que les jeunes ne connaissent pas le rôle de la **Communauté de Communes (40%)**.
- Pour l'ensemble des représentants locaux interrogés, le **Pays, le Conseil Départemental et le Conseil Régional sont des instances méconnues des jeunes**. Ces trois administrations territoriales couvrent des territoires « plus vastes » qui ne favorisent pas les échanges avec les jeunes. Le Pays du Centre Bretagne est à l'unanimité l'instance la plus méconnue des jeunes (et probablement de certains adultes).

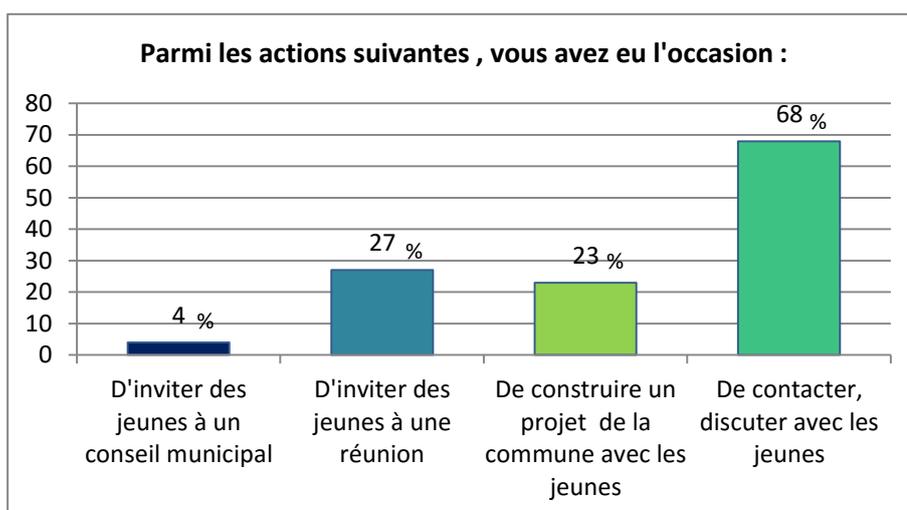
« *Une forte divergence des connaissances des jeunes s'expliquerait par la diversité des parcours scolaires et professionnels* » commente un élu.

3.3 Engagement citoyen

Excepté le vote (86%), les jeunes s'investissent avant tout sur les campagnes militantes via les réseaux sociaux (59%), les signatures de pétition (31%), et les manifestations (31%). « *Les 18-22 ans participent davantage au scrutin que leurs aînés immédiats.* » Anne MUXEL. À l'opposé, les jeunes n'assistent jamais à un conseil municipal/communautaire (0%), à une réunion (4%), ne s'investissent pas dans un parti (0%), ni dans un syndicat (0%).

3.4 Démarches engagées sur les communes

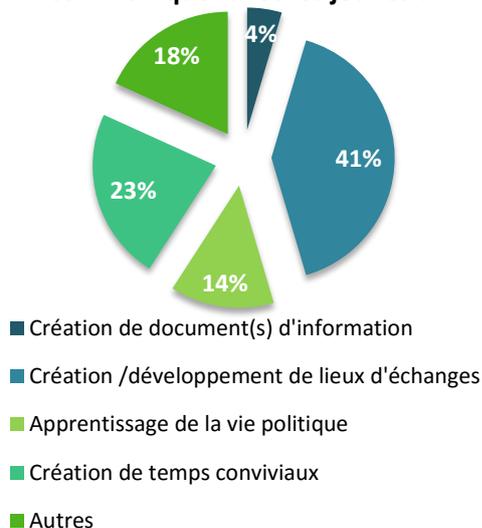
2 élus sur 3 déclarent discuter régulièrement avec les jeunes (soit 68%). La ruralité du Centre Bretagne permet aux jeunes et aux élus, de se rencontrer et d'échanger facilement. Ainsi, les communes connaissent aisément les attentes de leurs jeunes.



1 commune sur 4 a déjà invité des jeunes à une réunion (27%) et construit un projet commun à leurs côtés (23%). Dans le cadre de l'élaboration de la politique jeunesse, plusieurs communes ont souhaité recueillir les attentes des jeunes en les invitant en réunions. Ainsi, les collectivités ont impulsé plusieurs projets en 2015 (projet de randonnée, projet de portage pizzas, forum des associations, cérémonie de la citoyenneté...)

Parmi les 22 communes interrogées, une seule a invité les jeunes lors d'un conseil municipal. Un résultat qui laisse penser que malgré la facilité d'échange entre les jeunes et les élus, ces derniers continuent de **détourner « involontairement » les jeunes de la politique.** Inviter les jeunes à participer à un conseil municipal permet de les impliquer et de les informer sur les grandes décisions politiques, sur l'aménagement du territoire ... Cette initiative permet aux jeunes d'aller facilement vers la politique et ses institutions.

Quelles actions votre collectivité à-elle mises en place pour communiquer avec les jeunes ?

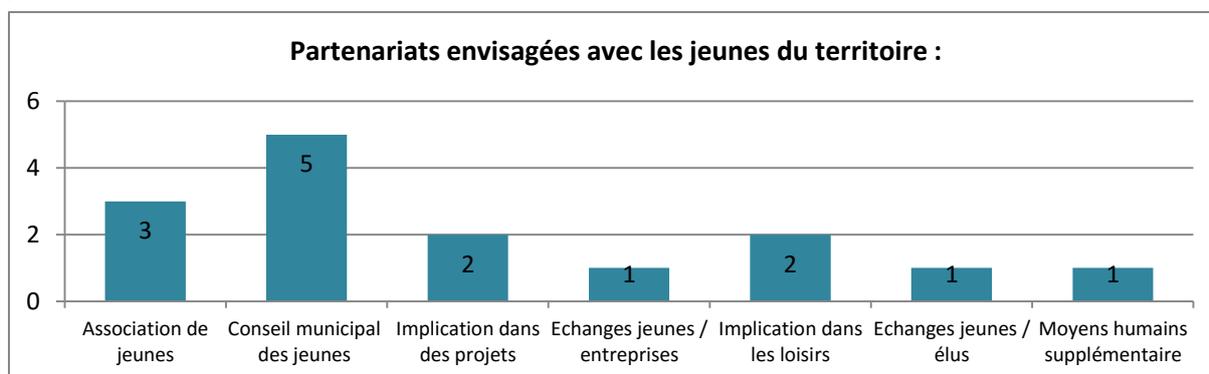


En 2015, l'élaboration de la politique jeunesse en Centre Bretagne et le travail des coordinateurs jeunesse ont permis aux communes de mettre en place de nouvelles démarches en faveur des jeunes :

- 7 communes ont mis à disposition **un espace dédié aux jeunes** (Maison et foyer des jeunes)
- 4 communes ont **soutenu les jeunes dans leurs loisirs** (Programmation culturelle, terrain multisport ...)
- 4 communes ont **accompagné les jeunes à la citoyenneté** (Cérémonie de la citoyenneté, élection scolaire avec l'élú, conseil municipal des jeunes).
- 3 communes ont **soutenu des projets de jeunes**
- 2 communes ont **soutenu les associations de jeunes**
- 1 commune a **mis en relation les jeunes et les entreprises locales.**

3.5 Propositions des collectivités

84% des communes interrogées souhaitent **développer de (nouveaux) partenariats** avec les jeunes du territoire.



L'idée de mettre en place un CMJ⁵ semble être le projet le plus envisagé à l'échelle du Centre Bretagne. Sur le territoire de la CIDERAL, ce projet se développe auprès des jeunes de CE2, CM1 et CM2 (les premières élections sont prévues pour juin 2016). Sur le territoire, l'idée des CMJ se développe auprès des plus jeunes mais à encore auprès des adolescents (16-25ans).



Le Conseil municipal des jeunes a pour mission d'initier les jeunes à la vie politique réelle et de collecter les idées et initiatives émanant de l'ensemble des jeunes pour améliorer la vie dans le cadre de leur municipalité. Il a pour mission complémentaire de les traduire en projets au bénéfice de tous. Ces idées et projets sont ensuite présentés au maire de la commune afin qu'ils soient inscrits au programme de la ville.

⁵CMJ: Conseil Municipal des Jeunes

La seconde idée avancée par les collectivités est d'encourager la création **d'associations de jeunes**. Actuellement le territoire est doté de plusieurs associations de jeunes ainsi que du collectif « La KARAF. », des espaces privilégiés pour échanger avec les jeunes et construire des projets : D'où l'importance d'optimiser la création de ces associations sur les communes qui en sont dépourvues.

Enfin, une troisième idée paraît intéressante pour les acteurs interrogés : il s'agit de développer plus de **partenariats avec les jeunes** et par conséquent favoriser l'émergence de **projets de jeunes** (projets de loisirs créatifs, sportifs, sociaux ...)

Selon la typologie des communes (nombres d'habitants, proximité des services, localisation ...) les initiatives menées en faveur des jeunes sont très variables. Par conséquent, certaines communes peuvent facilement accompagner les jeunes (via les associations de jeunes, les CMJ et les projets), alors que d'autres ne peuvent impulser de nouvelles initiatives. L'objectif du travail mené par le Conseil de Développement est d'encourager ces communes à mettre en place de nouvelles actions en faveur des jeunes!

4. Regards croisés & pistes d'actions

Afin de présenter une vision conforme du lien entre les jeunes et la politique, le Conseil de Développement a souhaité corréler les points de convergences et de divergences des deux consultations, ainsi, l'association a travaillé sur une synthèse qui caractérise au mieux le territoire centre-Breton ainsi que sur des préconisations d'actions :

4.1 Intérêt pour la politique locale

Selon 69% des collectivités interrogées, la politique n'est pas importante pour les jeunes. A l'inverse, les jeunes se sentent concernés par la politique locale. Alors, comment limiter ce **décalage entre la vision des jeunes et des collectivités**.

« Comment favoriser de nouveaux échanges entre les jeunes et les institutions politiques ? »

Objectif(s)	Piste(s) d'action(s)
Organiser des temps de rencontres « réguliers » entre les jeunes et les collectivités.	Privilégier des temps d'échanges « moins » conventionnels : <ul style="list-style-type: none"> - Soirée discussions Animer des temps de rencontres ludiques et créatifs : <ul style="list-style-type: none"> - Forum - Table ronde - Réunion - Conseil communautaire - Intervention dans le cadre scolaire - ...

La cellule familiale est le 1^{er} lieu où le jeune parle de politique selon les élus (39%) et les jeunes (35%). Seule divergence sur la question, les représentants locaux pensent qu'aucun jeune ne parle jamais de politique alors que 8% des jeunes affirment ne jamais parler « politique ». Un constat qui renvoie à **une jeunesse plus critique (envers eux-mêmes) que leurs aînés**.

Environ la moitié des 16-25ans interrogés se sentent bien informés sur la politique locale, alors que ¼ des collectivités pensent qu'ils sont mal informés. En centre Bretagne, il paraît important de **garantir l'accès à l'information auprès de tous et de proposer de nouveaux supports d'informations** plus adaptés.

Comment garantir l'accès à l'information auprès de l'ensemble des jeunes ?

Objectif(s)	Piste(s) d'action(s)
Informier l'ensemble des jeunes sur la politique locale.	Mettre en place de nouveau supports d'informations plus adaptés aux jeunes : <ul style="list-style-type: none"> - Radio locale - Site internet - Forum internet (pour les jeunes et les élus) - ...

4.2 Connaissance sur les administrations territoriales

L'administration territoriale française est complexe. **Le rôle des différentes institutions est aujourd'hui encore assez méconnu des citoyens et plus particulièrement des jeunes.** La réalisation des deux consultations indique que les jeunes ont une bonne connaissance du rôle de la commune, une connaissance mitigée du rôle de la communauté de communes et une méconnaissance générale du rôle du Pays, du Conseil Départemental 22 et du Conseil Régional. Pour limiter ces lacunes, il faudrait « davantage » **développer un cursus d'apprentissage à la vie citoyenne et politique.**

Comment encourager l'éducation citoyenne auprès de l'ensemble des jeunes ?

Objectif(s)	Piste(s) d'action(s)
Eduquer les jeunes à la citoyenneté et les encourager à connaître les différents échelons territoriaux.	Intervenir dans les établissements scolaires (intervention des élus, des conseillers ...) Concevoir et diffuser des supports de communication Proposer un accompagnement individuel/collectif des jeunes (Ex : Cérémonie de la citoyenneté, rendez-vous obligatoire à 18ans ...) ...

4.3 Engagement citoyen

D'après les jeunes et les représentants locaux, les 18-25ans sont très engagés sur le court terme (Ex : lors des élections) et **rarement sur le « long » terme** (Ex : S'investir dans un parti ou un syndicat).

4.4 Démarches engagées sur les communes

Seul ¼ des collectivités déclare avoir participées à la construction d'un projet de territoire en partenariat avec les jeunes et 1 jeune sur 5 confirme cette collaboration.

Dans un contexte territorial incertain, la collaboration entre les jeunes et les instances politiques est primordiale. Mais cette **association est quasi inexistante** sur le Centre Bretagne. Alors comment favoriser l'émergence de nouveaux projets collectifs ?

Comment encourager l'émergence de projets collectifs entre les jeunes et les institutions ?

Objectif(s)	Piste(s) d'action(s)
Augmenter la participation des jeunes dans les projets du territoire.	Apporter un/des avantage(s) aux jeunes impliqués (aide financière, matérielle ...) Proposer des projets en adéquation avec les jeunes (sur le sport, la culture...)
Inciter les collectivités à lancer de nouveaux projets (adaptés aux jeunes).	Solliciter les jeunes S'informer et répondre aux appels à projets (le cas échéant)

19% des jeunes interrogés déclarent avoir discuté au moins une fois avec un élu et 2 élus sur 3 (68%) déclarent discuter régulièrement avec les jeunes. Un point de divergence qui justifie **l'inexistence d'une vision commune entre les deux acteurs.**

4.5 Projets envisagés sur les communes

Les attentes des 16-25 ans : Les jeunes du centre Bretagne sont pleinement conscients du fossé qui les sépare des représentants locaux. Environ 40% des jeunes aimeraient remédier à cette situation. Pour cela, les jeunes pensent qu'il est important d'agir en premier lieu sur le développement de **meilleures/nouvelles relations avec les élus locaux**. En second lieu, les jeunes souhaitent bénéficier d'un **apprentissage à la vie politique** dans le cadre du système scolaire. En dernier lieu, les jeunes du territoire veulent **être représentés dans les instances décisionnelles** (Certains précisent vouloir participer à des conseils municipaux).

Les projets des collectivités : En 2016, plusieurs collectivités aspirent **au développement des CMJ, à la création d'associations de jeunes et à l'accompagnement des projets de jeunes.**

Alors que les jeunes du territoire expriment l'envie de développer de nouveaux rapports avec les institutions et de bénéficier d'un apprentissage à la vie politique, les collectivités s'orientent davantage vers la mise en place d'associations, de CMJ, de foyer des jeunes ... Cette contradiction entre les attentes et les projets des collectivités confirme le fossé entre les jeunes et les élus. Alors comment accompagner les collectivités vers la mise en place de projet qui correspondent aux besoins réels des jeunes du territoire.

Comment orienter les collectivités vers des actions qui répondent aux attentes des jeunes ?

Objectif(s)	Piste(s) d'action(s)
Accompagner les collectivités vers la mise en place d'actions adaptées aux jeunes.	Réaliser l'état des lieux des attentes des jeunes (Travail réalisé par le Conseil de Développement) Favoriser les échanges entre les jeunes et les collectivités, en: <ul style="list-style-type: none">- Organisant des temps de rencontres- Allant à la rencontre des jeunes (à l'école, sur le terrain de foot ...)

5. Conclusion

On note que dans la vie des jeunes, la politique est une chose importante. Ils s'y intéressent et ont une certaine foi.

Le niveau de connaissance sur la politique est encore très corrélé aux catégories sociales auxquelles appartiennent les jeunes. **La mise en place d'un apprentissage à la vie politique apparaît comme une piste d'action favorable** au rapprochement des jeunes et des institutions politiques.

Les jeunes sont en train de recomposer leur rapport à la politique. N'étant plus engagés dans les formes institutionnalisées, les jeunes s'expriment différemment sur des sujets politiques d'aujourd'hui. Ainsi, il serait opportun **de réfléchir à des engagements citoyens plus adaptés** (à court terme, lié à des loisirs créatifs, sportifs ...)

Leur souhait est de voir se **renforcer les lieux de participation et de dialogue avec les élus locaux**. Enfin les jeunes s'engageront là où leur voix aura une réelle portée, au sein de structures (collectivités, associations) où ils seront **représentés, écoutés et où leur rôle et leur utilité seront reconnus**.